

LE DOUBLE DISCOURS DU PS EN MATIÈRE DE CHÔMAGE

Dès sa constitution, le gouvernement Di Rupo a initié une offensive sans précédent contre l'assurance chômage : dégressivité accrue des allocations, augmentation massive des contrôles et des exclusions par l'ONEm, suppression des allocations pour les chômeurs en stage d'attente au 1er janvier 2015. Selon la FGTB, cette dernière disposition frappera sans pitié 55.000 personnes.



Subitement, en période de campagne électorale, le PS change de discours et critique des mesures qu'il a lui-même avalisées ! Pour faire valoir sa grandeur d'âme sociale, il a fait voter une mesure donnant un répit de quelques mois aux travailleurs à temps partiel frappés d'exclusion le 1er janvier 2015. Qu'est-ce sinon de la poudre aux yeux, masquant une politique de régression sociale ?

Il est nécessaire de rappeler quelques évidences aux leaders d'un parti prétendant défendre la cause des travailleurs : ni les chômeurs, ni les travailleurs ne sont responsables de la dette de la Belgique ; en période de crise, renforcer la protection sociale devrait aller de soi ; l'époque du plein emploi est révolue ; prétexter la nécessité de mesures d'austérité pour démanteler la sécurité sociale, fruit de deux siècles de luttes, est un scandale ; porter atteinte au droit au chômage entraîne automatiquement une fragilisation des droits de tous les travailleurs.

Nous exigeons la suppression de la limitation des allocations de chômage dans le temps, la fin des contrôles et des exclusions par l'ONEm, et la revalorisation de toutes les prestations sociales.

*Chô-boulettes
Des chômeurs en puissance.*